



<http://www.lemoniteur.fr/145-logement/article/actualite/22333932-des-elus-ruraux-manifestent-contre-la-loi-sru-a-l-assemblee>

## Des élus ruraux manifestent contre la loi SRU à l'Assemblée

Le Moniteur 10/09/2013

Une trentaine d'élus de communes rurales du sud des Yvelines ont manifesté mardi près de l'Assemblée à Paris contre le renforcement de la loi SRU qui va obliger les communes de plus de 1.500 habitants à avoir 25% de logements sociaux au 1er janvier 2014.

"Cela va m'obliger à construire 159 logements sociaux alors qu'on a construit douze logements nouveaux depuis dix ans! Sinon ma commune va devoir payer 30.000 euros d'amende", a déploré le maire de Cernay-la-Ville (1.700 habitants), René Mémain, lors d'un rassemblement organisé près du Palais Bourbon alors que les députés commençaient à débattre d'un autre projet de loi sur le logement de Cécile Duflot.

Au titre de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), les communes d'Ile-de-France de plus de 1.500 habitants, dès lors qu'elles font partie d'une communauté de communes de plus de 50.000 habitants avec une ville centre de plus de 15.000 habitants, devront avoir au 1er janvier 2014 plus de 25% de logements sociaux.

En outre, pour ces élus, "une construction massive de logements défigurerait" le Parc naturel régional de la Haute vallée de Chevreuse.

A l'occasion du débat sur le projet de loi Duflot sur l'accès au logement et à un urbanisme renoué, le député UMP des Yvelines Jean-Frédéric Poisson a annoncé qu'il défendrait un amendement pour que cette obligation ne s'applique "qu'aux logements nouveaux".

## Parisien Essonne

Janvry - Courson - Saint-Jean-de-Beauregard. Manifestation devant l'Assemblée nationale

# Vallée de Chevreuse : les élus du parc naturel ne veulent pas de la loi Duflot

CÉCILE CHEVALLIER AVEC LAURENT MANSART | Publié le 11 sept. 2013



*Paris (VIIe), hier. Maires des communes situées dans le parc de la Vallée de Chevreuse, élus et associatifs se sont rassemblés autour d'Yves Vandewalle (micro en main), le président du PNR.*

Dans les 48 parcs naturels régionaux (PNR) de France, toutes les chartes reposent sur « un projet de protection et de développement durable ». Un contrat qui pourrait être mis à mal par le projet de loi Alur (accès au logement et urbanisme rénové), défendu par la ministre (EELV) du logement, Cécile Duflot, et étudiée depuis hier par les députés. C'est en tout cas l'interprétation des élus du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse. Une centaine de personnes — élus de l'Essonne et des Yvelines, des députés comme Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP), ou encore des membres de l'association des Amis du parc — ont manifesté, hier après-midi, devant l'Assemblée nationale à Paris, pour exprimer leur inquiétude face à une loi qu'elles jugent « catastrophique pour les parcs naturels ».

Ce rassemblement a réuni beaucoup de monde malgré un appel lancé tardivement. Ce n'est en effet que vendredi dernier qu'Yves Vandewalle, président (UMP) du PNR de Chevreuse, a publié sur le site du parc et sur son blog sa diatribe : « Jamais, depuis leur création en 1967, les PNR n'ont eu à subir de telles attaques qu'aujourd'hui, et tout particulièrement le nôtre, écrit-il. Le projet de loi Alur prévoit notamment de supprimer l'opposabilité des chartes aux PLU (NDLR : *plans locaux d'urbanisme*) alors que cette mesure est l'un des socles des

chartes des PNR. Ma démarche d'appel à la mobilisation peut sembler inhabituelle, mais elle est à la mesure des menaces qui mettent en péril le travail accompli depuis quarante ans. »

En Essonne, cette démarche n'a visiblement pas heurté les élus de Janvry, Saint-Jean-de-Beauregard et Courson-Monteloup. Bien au contraire, puisque les maires de ces trois communes qui ont rallié le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse comme cinq autres villes essonniennes, au moment de l'extension en 2011, ont répondu présent et ont manifesté hier devant le palais Bourbon. « Le PNR de Chevreuse étant en Ile-de-France, il est particulièrement menacé par la loi Alur, estime Christian Schoettl, le maire (NC) de Janvry. Dans cette région, les demandes de logements, notamment sociaux, sont urgentes. Mais forcer les parcs à une croissance folle n'est pas une solution. D'autant qu'à mon avis, Cécile Duflot se sert de cela pour régler des comptes politiques. »

Les élus, qui avaient fait part de leur mécontentement par écrit auprès de la ministre, n'ont pas digéré la réponse de Cécile Duflot. Dans un courrier, les représentants du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse avaient procédé à une simulation de l'application de la nouvelle loi. « Plusieurs de nos communes devraient à elles seules construire plus de logements qu'il n'était prévu d'en construire sur les 51 communes du PNR pendant les douze années de la charte, s'offusque Yves Vandewalle. Notre charte prévoit une augmentation de notre population de 0,55% par an, les objectifs d'équilibre du SDRIF (*NDLR : schéma directeur de la région Ile-de-France*) sont de 0,75%. Avec la nouvelle loi, le rythme serait de près de 3% par an! » Hier encore, Yves Vandewalle a rappelé qu'il était impossible pour des communes comme Gif-sur-Yvette de construire plusieurs centaines de logements par an. « Ces municipalités n'en ont pas les moyens, la loi est donc absurde car inapplicable », a-t-il plaidé sur le pavé parisien.

Des arguments qui n'ont pas ému la ministre. « Les PNR ne sauraient se soustraire à un effort de solidarité nationale, avait répondu par écrit Cécile Duflot. Et les élus doivent poursuivre leurs efforts en faveur de la mixité sociale. » Lundi, le président du PNR de Chevreuse doit rencontrer à Paris le ministre de l'Ecologie pour tenter une nouvelle fois de plaider la cause des parcs nationaux.

## Parisien Yvelines

Chevreuse

# Les élus du parc naturel opposés à la loi Duflot

## Une centaine de personnes ont manifesté devant l'Assemblée nationale

Laurent Mansart | Publié le 11 sept. 2013

Malgré un appel un peu tardif, lancé vendredi dernier par le [président](#) du parc naturel régional (PNR) de la Haute-Vallée de Chevreuse Yves Vandewalle et le député ([UMP](#)) de Rambouillet Jean-Frédéric Poisson, ils étaient une bonne centaine à s'être rassemblés hier devant l'Assemblée nationale afin de protester contre le projet de loi ALUR (accès au [logement](#) et urbanisme rénové) défendu depuis hier par la ministre du Logement Cécile Duflot.

Dans les rangs, les maires des communes du PNR, venus de Sonchamp, Cernay-la-Ville ou encore Bonnelles, députés et membres de l'association des amis du Parc s'inquiètent d'une loi



qu'ils jugent « catastrophique pour les parcs naturels », selon Yves Vandewalle, par ailleurs vice-président (UMP) du conseil général des Yvelines.

## **25% de logements sociaux à l'horizon 2025**

« Cette loi prévoit la fin du caractère obligatoire des chartes dans les parcs, poursuit ce dernier, elles empêchent pourtant de construire n'importe où et n'importe comment. Cela fait des mois que nous nous opposons à cela avec la fédération des parcs. »

Par ailleurs, les manifestants s'inquiètent des conséquences de la loi SRU (solidarité et renouvellement urbains) qui prévoit 25% de logements sociaux dans les communes de plus de 1500 habitants, appartenant à une communauté de communes de plus de 50000 habitants, à l'horizon 2025. « C'est le cas de celles appartenant à la communauté de communes de Rambouillet, explique Yves Vandewalle, il leur faudrait construire plusieurs centaines de logements, ce qui est contraire au Grenelle sur l'environnement et surtout, ce qui est infaisable. Ces municipalités n'en ont pas les moyens, c'est une loi absurde car impossible à appliquer. »

Les élus du PNR de la Haute Vallée s'en étaient d'ailleurs déjà ouverts par courrier auprès de Cécile Duflot. Cette dernière leur a adressé une fin de non-recevoir fin juillet, arguant, entre autres, que la loi SRU enjoignait les maires à « poursuivre leurs efforts en faveur de la mixité sociale ». Des députés, dont Jean-Frédéric Poisson, ont d'ores et déjà prévu de déposer des amendements contre la loi ALUR lors des débats. Lundi prochain, Yves Vandewalle et le maire (SE) de Bonnelles Guy Poupard rencontreront, à Paris, le ministre de l'Ecologie Philippe Martin.

Les Nouvelles des Yvelines (brève)

## **Les élus ont manifesté devant l'Assemblée nationale**



Une quarantaine d'élus de la Vallée de Chevreuse ont manifesté devant l'Assemblée nationale mardi après-midi. Ils entendaient exprimer leur désaccord face au ministre du logement Cécile Duflot qui entend faire passer une loi qui va contraindre les élus des villages de la Vallée à construire 25% de logements sociaux. Lors de cette manifestation, Nathalie Kosciusko-Morizet, l'ancienne ministre UMP est venue soutenir Yves Vandewalle, président du Parc naturel de la Vallée de Chevreuse et Jean-Frédéric Poisson, député de la région de Rambouillet.